



Office togolais des Recettes

Les bureaux de douanes de Tindjassi inaugurés

L'Office togolais des recettes (OTR) poursuit sa politique de proximité des populations. De nouveaux bureaux de l'Office ont été inaugurés dans ce cadre, le vendredi 4 mars à Tindjassi. L'ouvrage permet aux agents de l'OTR de travailler dans de bonnes ...



PAGE 5

COMMUNICATION



Partenariat rémunéré

Sigma Corporation associe des influenceurs togolais à sa cause

L'agence de communication Sigma Corporation a signé vendredi 4 mars à son siège à Lomé un partenariat stratégique avec 4 influenceurs togolais. Ce partenariat permet ...

PAGE 5

NECROLOGIE



La presse togolaise en deuil, Joël Vignon Egah rend l'âme après un malaise

Joël Egah n'est plus. Le Directeur de Publication de l'hebdomadaire « Fraternité » est mort hier dimanche 6 mars, en début de soirée.

D'après les informations reçues par la rédaction du journal Togo Matin, le journaliste n'était pas malade. Nos sources ...

PAGE 9

CULTURE

Arts plastiques

Le ministère de la Culture sous l'éclat du «Mur-art en action au Togo»

L'œuvre de l'artiste française Luna Olga a été présentée au public le vendredi 4 mars 2022, au ministère de la Culture et ...

PAGE 9



Transitions politiques et insécurité

Un colloque international balise la voie pour le sommet du 21 avril 2022 à Lomé

Le weekend dernier s'est tenu à Lomé un colloque international ayant pour thème : « gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents ; cas de l'Afrique de l'ouest ». Ce colloque qui a réuni des experts venus de plusieurs pays, a permis de baliser la voie pour l'organisation du sommet d'avril 2022 qui se tiendra à Lomé au Togo, sur les transitions politiques et la lutte contre ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Nouvelle stratégie: le Front Citoyen Togo Debout ne serait-il pas plutôt à bout de souffle ?

Cela fait un bon moment que l'on n'entend plus parler du Front Citoyen Togo Debout (FCTD). Le premier porte-parole de ce mouvement de la société civile, le professeur David Dosseh, l'explique par une volonté de changer de stratégies. Mais, n'est-ce pas plutôt le signe que le FCTD est à bout de souffle ?

L'on a connu le FCTD dans les moments les plus difficiles de la crise politique du 19 août 2017 au Togo. Et visiblement le professeur David Dosseh et ses camarades soutenaient les revendications de la Coalition des 14 (C14). Au moment des élections législatives, le mouvement a soutenu le boycott massif des partis de l'opposition traditionnelle. En 2020, le FCTD souhaitait une candidature unique de l'opposition face au candidat du parti au pouvoir, le président Faure Gnassingbé. Mais il a été désillusionné.

Il faut retenir que le FCTD souhaite une alternance au sommet de l'Etat. La dernière action majeure ...

PAGE 3

Formation itinérante

Les militants et militantes Unir de la région Centrale à l'honneur

Le parti au pouvoir Union pour la République (Unir) poursuit ses activités de formation itinérante à l'endroit de ses militants et militantes à travers tout le pays. Vers la fin de la semaine dernière, une délégation des sommités du parti était dans la région Centrale où il y a eu des rencontres et échanges avec les militants et militantes de Tchamba, Sotouboua, Djarkpanga (préfecture de Mô), etc...



PAGE 3



SOMMAIRE

Fin du dialogue national en Côte d'Ivoire
Des accords à minima obtenus ?



P 4

Zambie
Les Green Eagles visent le doublé cette saison



P 10

Zambie
36 entraîneurs formés par un instructeur de l'UEFA



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

A Tibou, Zenabou s'autonomise avec le stockage de maïs

Arouna Zenabou est une agricultrice accomplie. Depuis chez elle, dans le canton de Tibou, elle gère son magasin de stockage de maïs. Non seulement elle vend son maïs aux habitants de Tibou, mais son maïs parvient également aux consommateurs de Cinkassé centre grâce à son réseau de distribution. En tant que bénéficiaire en fin de cycles des Produits FNFI et éligible pour le produit Nkodede, Arouna Zenabou veut s'inscrire dans une initiative de plus grande envergure, visant à repenser et à transformer les rôles attribués aux femmes et aux hommes à l'échelle de toute la préfecture de Cinkassé. En effet, elle rêve de construire un magasin moderne et adapté au stockage et à la conservation d'oignons et de céréales

PARCOURS

Il y a quelques années, la famille d'Arouna Zenabou suivait encore un schéma assez classique. Son époux était le seul à rapporter un salaire à la maison et ce qu'il gagnait comme travailleur journalier ne suffisait pas à subvenir aux besoins de la famille. Le couple avait un petit champ dont Zenabou s'occupait seule. Pour joindre les deux bouts, elle vendait à maigre profit son excédent de maïs sur le marché local. Arouna Zenabou et son époux avaient du mal à subvenir aux besoins de leurs enfants. Le cours de cette histoire a commencé à changer en 2016. Des connaissances dans le voisinage étaient déjà bénéficiaires des produits FNFI. C'est par elles que Zenabou a appris l'existence du Fonds. Pour elle, c'était l'occasion rêvée d'agrandir son champ et d'en faire une

vraie petite entreprise. De plus, dans le canton de Tibou, nombre d'autres femmes bénéficiaires FNFI étaient agricultrices et ont pu améliorer les productivités de leurs champs. C'est donc tout naturellement que Zenabou a souhaité se lancer à son tour dans l'aventure. " Je n'ai pas hésité", confie-t-elle. Bien entendu, elle avait besoin d'un prêt. Elle a donc mené les démarches nécessaires et est devenue bénéficiaire en 2016. Avec le FNFI, les services financiers proposés sont accompagnés de formations en éducation financière, qui aident les entrepreneurs à démarrer leur activité, à accroître leur productivité tout en gérant bien la trésorerie. Grâce aux prêts successifs obtenus, elle est parvenue à atteindre une échelle de production commerciale, tandis que les séances d'éducation financière

lui ont permis d'acquérir les compétences dont elle avait besoin pour développer son affaire. Les débuts n'ont pas été faciles. Elle n'avait aucune expérience du métier d'agricultrice à plein temps. Aujourd'hui, Zenabou stocke des sacs de maïs qu'elle vend en période de disette. Elle vend sur le marché local ainsi que dans Cinkassé Centre. Elle fait aussi partie d'un groupement de productrices. Zenabou n'est pas épargnée par les difficultés de la gestion courante d'une entreprise. Des cultivateurs de Tibou auront toujours la capacité de produire plus qu'elle. " Des fois je n'ai plus de maïs, mais les autres en ont. Je dois encore augmenter ma production." Et pour y parvenir, elle compte une nouvelle fois sur le FNFI. " Si j'obtiens le produit Nkodédé, ça va beaucoup



Arouna Zenabou

m'aider. Je veux avoir plus de terres pour produire plus et surtout construire un magasin moderne et adapté au stockage et à la conservation d'oignons et de céréales".

Malgré ces difficultés, tout va bien pour Zenabou et sa famille. Grâce à ses bénéfices, elle peut envoyer ses enfants à l'école. Son champ est tellement rentable que son mari ne travaille plus comme journalier et l'aide à présent au champ. Elle est aussi à même de participer pleinement aux décisions du ménage. À l'avenir, elle espère continuer à investir dans l'éducation de ses enfants

et économiser assez d'argent pour construire une maison. Pour l'heure, savoir qu'elle crée des perspectives meilleures pour sa famille lui suffit. Surtout, son travail acharné est reconnu et elle s'aperçoit peu à peu que sa réussite en inspire d'autres.

" Comme c'est moi qui garantis à ma famille un moyen d'existence durable, je vois que mon entourage prend en compte et apprécie mes points de vue", déclare-t-elle. " J'adore le fait que mes proches et mes voisins eux soient aussi tentés de prendre des risques et de créer leur propre entreprise. "

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web : www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

...menée par le FCTD a été le sommet citoyen de Cotonou sur la limitation à deux des mandats présidentiels. Au cours de ces travaux, le FCTD et ses partenaires africains n'avaient pas hésité à lancer une pique au pouvoir de Lomé. Mais, en ce moment, ils arrivaient trop tard dans un monde déjà vieux ; puisque le Togo a limité les mandats présidentiels à deux lors d'une révision constitutionnelle majeure en

mai 2019. Qu'est-ce qui peut bien expliquer le silence actuel du FCTD ? « C'est vrai qu'on est silencieux depuis plusieurs mois et on peut se poser des questions. Dans la vie, il y a des phases, on ne peut pas tout le temps être dans l'action. Il faut prendre le temps de la réflexion. Je reste convaincu qu'il y a un travail qui est en train de se faire même en phase de silence. Mais la société civile continuera de travailler et d'apporter

certainement sa pierre à l'édification d'un pays plus démocratique et d'un véritable Etat de droit », a déclaré le professeur David Dosseh.

« Nous appelions ouvertement à l'alternance au Togo. Certains partis politiques, surtout ceux qui étaient au sein de la C14 avaient le même discours. Il y avait cette convergence de lutte. La facilitation de la Cedeao n'a pas permis d'obtenir

l'aboutissement. A partir de là, il est important que chacun fasse le point pour voir quelle nouvelle orientation donner à la lutte. Les partis politiques, pour d'autres raisons certainement, sont dans le silence. Mais pour ce qui est de la société civile militante, je vous assure que le silence ne signifie pas l'inaction », a indiqué le premier porte-parole du FCTD.

« Nous sommes en train de réfléchir et une des stratégies

phares qui va être l'action panafricaine. La solidarité entre les chefs d'Etat de la Cedeao a permis à beaucoup de se maintenir au pouvoir. Il est important également que la société civile fasse preuve de plus de solidarité. Je suis convaincu que cela peut permettre de faire avancer la lutte dans les différents pays de façon significative », a ajouté le professeur Dosseh.

La rédaction

Formation itinérante

Les militants et militantes Unir de la région Centrale à l'honneur

Le parti au pouvoir Union pour la République (Unir) poursuit ses activités de formation itinérante à l'endroit de ses militants et militantes à travers tout le pays. Vers la fin de la semaine dernière, une délégation des sommités du parti était dans la région centrale où il y a eu des rencontres et échanges avec les militants et militantes de Tchamba, Sotouboua, Djarkpanga (préfecture de Mò), etc...

Plusieurs thèmes dont le but est de recréer la figure du militant au service de la paix et du développement du Togo, étaient au menu. À Tchamba, une soixantaine de militants a accueilli dans une ambiance de joie, la délégation venue pour l'entretenir. « D'autres enjeux électoraux, d'autres luttes sont devant nous. Nous devons nous former et nous apprêter pour promouvoir la paix, affronter l'adversité et remporter d'autres victoires

», a affirmé le ministre David Koffi Tsolenyanu, militant du parti.

« Nous militants d'Unir, avons le devoir de maintenir la culture citoyenne. Et à Tchamba, nous avons aussi la mission de la garantir », a renchéri Youssouf Bougonou, militant du parti. « On ne peut pas avoir un parti politique mieux que le parti Unir. C'est un parti qui regroupe des cadres de toutes les couches professionnelles. Unir est



Le vice-président Unir région Centrale, Affo Atcha-Dédji

aussi un parti structuré et discipliné », a ajouté le ministre Affo Atcha-Dédji, vice-président Unir pour la région Centrale.

« Après cette formation nous avons vu que les militants sont bien outillés, d'abord sur la discipline du parti, sur la vraie vision du

président de la République, chef du parti, et surtout sur les relations entre la hiérarchie et la base. Les militants qui sont là aujourd'hui constituent un échantillon. Il y aura donc une phase de restitution. À Tchamba, le parti se porte bien, et lorsqu'on va bien, on cherche à mieux faire, garder le cap. Cette formation nous aidera à mieux accueillir les échéances électorales à venir. Le militant de Tchamba est prêt à donner le meilleur de lui-même », a affirmé l'un des bénéficiaires. L'engouement était le même dans les autres préfectures de la région Centrale visitées par les cadres formateurs.

TM

Transitions politiques et insécurité

Un colloque international balise la voie pour le sommet du 21 avril 2022 à Lomé

Le weekend dernier s'est tenu à Lomé un colloque international ayant pour thème : « gestion des transitions politiques et renforcement de la résilience face aux extrémismes violents ; cas de l'Afrique de l'ouest ». Ce colloque qui a réuni des experts venus de plusieurs pays, a permis de baliser la voie pour l'organisation du sommet d'avril 2022 qui se tiendra à Lomé au Togo, sur les transitions politiques et la lutte contre le terrorisme au Sahel et en Afrique de l'ouest.

Plusieurs régions d'Afrique font aujourd'hui face à un sérieux risque de déstabilisation. Outre la région de la corne de l'Afrique, l'Afrique de l'ouest et le Sahel sont en passe de devenir le maillon faible du système sécuritaire africain. C'est dans ce contexte sécuritaire déjà problématique que l'Afrique de l'ouest et la région du Sahel sont marquées depuis l'année 2020 par la résurgence des coups d'États militaires qui ont amené les pays où ils sont intervenus à s'inscrire dans des processus de transition politique aux enjeux et défis hétéroclites. Ces processus

de transition politique, logiquement orientés vers les objectifs de retour à l'ordre constitutionnel, de consolidation socio-politique et institutionnelle, voire de restructuration de fond en comble de l'État lui-même, sont conçus et mis en œuvre dans un environnement régional et interrégional susceptible de les impacter de diverses façons.

Les pays qui connaissent des transitions actuellement sont fragiles et leur fragilité peut impacter négativement les autres États de l'Afrique de l'ouest. Comme l'a précisé le ministre des



La table d'honneur à l'ouverture du colloque

Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, président de l'Université de Lomé, le professeur Dodzi Komla Kokoroko, « la démocratie de l'espace Cedeao doit être

un ensemble qui regroupe pour objectif de mener des réflexions pour fournir des propositions aux gouvernants afin que ceux-ci puissent efficacement ... Le colloque avait donc

pour objectif de mener des réflexions pour fournir des propositions aux gouvernants afin que ceux-ci puissent efficacement ...

Suite à la page 11

Burkina Faso / Gouvernement de transition

Des anciens ministres sous Compaoré et Kaboré reconduits

Moins de 48 heures après sa nomination, l'universitaire Albert Ouédraogo devenu Premier ministre de la transition burkinabé a dévoilé son équipe. 25 ministres, dont 6 femmes. Si l'on compte de nouveaux visages dans cette équipe restreinte, on remarque également le retour de certains ministres ayant servi sous Blaise Compaoré et sous le président Christian Kaboré.

Choix stratégique ou coup du sort ? On ne saurait le dire, car le retour du général de brigade Barthélemy Simporé, qui dirigeait la défense sous Kaboré, a surpris plus d'un. Elevé au rang de ministre d'Etat, le général conserve un poste qui a été sous les feux des critiques ayant conduit d'ailleurs à la destitution, par ses collègues, du président de la République.

Autre nomination surprise, mais

que l'on pourra ranger dans cette volonté éclectique de la junte au pouvoir, reste celle de l'ancien ministre Yero Boly. Ancien directeur de cabinet, plusieurs fois ministre à des postes stratégiques sous Blaise Compaoré, cet administrateur civil de profession a également été ministre de l'Administration territoriale et de la Sécurité sous Christian Kaboré. Il revient dans ce gouvernement de transition à la faveur de ce coup



Lt Col Paul-Henry Damiba, pdt de la transition

d'Etat, pour diriger le ministère d'Etat auprès du président du Faso, chargé de la Cohésion sociale et de la Réconciliation nationale.

Enfin, autre reconduction dans ce gouvernement de transition qui a reçu son chèque de 3 ans,

le colonel-major Omer Bationo. Chef corps du régiment de sécurité présidentielle, le colonel-major était secrétaire général de la Défense nationale sous Kaboré. Il occupe désormais le poste de ministre de l'Administration territoriale,

de la Décentralisation et de la Sécurité.

L'ex-président de la Commission électorale nationale indépendante, Maître Bathélémy Kere est désormais le ministre de la Justice et des Droits humains, chargé des relations avec les institutions. Quant à la réalisatrice Valérie Kaboré, elle prend le portefeuille de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme.

Des leaders de la société civile et des syndicats, dont Lionel Bilgo (Éducation nationale et Alphabétisation) et Bassolma Bazié (Fonction publique), font également leur entrée dans le gouvernement.

T.M.

Gabon

Polémiques autour des membres du nouveau HCR gabonais

Sa création a été actée depuis septembre 2021 par un Conseil des ministres qui en avait fixé les rôles et les missions. Près de 7 mois après l'on connaît désormais les membres de cette institution dont les attributions interrogent son efficacité. 12 personnalités, au rang desquelles, l'ancien opposant et soutien de Jean-Ping, Jean Eyeghe Ndong.

Tout porte à croire que la création de ce Haut-Commissariat de la République gabonaise sera avant tout une caisse de suivi des politiques publiques déployées par la présidence de la République. Selon les attributions de ce Conseil déclinées par un communiqué du Conseil des ministres du 13 septembre 2021 dernier, le Haut-Commissariat de la République est un organe qui assiste le président de la République dans l'évaluation, le suivi, la mise en œuvre de son

action politique.

Les membres de cette institution sont des collaborateurs immédiats du chef de l'Etat dont le rôle et les missions font d'eux des interfaces avec la population et le président de la République. C'est comme une task force qui évalue l'efficacité des politiques du président pour sa population et le pays.

Les membres sont comme des aiguillons qui répercutent auprès des populations les actions du président de la

République et en retour rapportent à celui-ci la perception des populations sur son action. Leurs rapports permettent au président de la République de rectifier le tir ou d'accélérer le rythme.

Rattachée à la présidence de la République, l'existence de cette institution qui rend compte uniquement qu'à son "générateur" pose ainsi des questions de légitimité et de raison d'être. Est-ce un nouveau secrétariat exécutif du Parti démocratique gabonais (PDG) bis ? Ou une autre forme de Sénat bis ? De toute façon, une majorité de la classe politique gabonaise estime que la création d'un tel organe est inutile car n'apportant rien de concret aux entités déjà présentes.



Du reste, c'est la nomination de certaines personnalités au sein de ce conseil qui suscite réellement des réflexions.

Ancien Premier ministre d'Omar Bongo, Jean Eyeghe Ndong avait rejoint l'opposition après la mort d'Omar Bongo en 2009. Depuis 2016, il était devenu un des pourfendeurs du régime aux côtés de Jean Ping avant de tourner sa veste et de revenir

à de meilleurs sentiments en août 2021 en se rapprochant d'Ali Bongo.

Pour les autres membres, ce sont tous des personnalités du pré-carré du président. L'institution sera dirigée par Michel Essongue, actuel conseiller politique du président Ali Bongo.

T.M.

Fin du dialogue national en Côte d'Ivoire

Des accords à minima obtenus ?

En Côte d'Ivoire, la session du dialogue politique qui s'est ouverte le 16 décembre dernier s'est refermée ce vendredi. Face au gouvernement, 21 partis politiques et 26 organisations de la société civile y participaient. Tous ont signé le rapport final qui préconise un certain nombre de recommandations destinées à préparer un climat politique apaisé en vue des prochaines échéances électorales de 2023.

Si y a quelque chose qui fait l'unanimité au sein de formations politiques, c'est la nécessité d'un « paiement plus régulier des subventions aux partis politiques ». Et à propos d'argent, les participants au « dialogue politique » se sont aussi entendus sur le besoin de réexaminer le mécanisme de financement des candidats et du remboursement des frais de campagne à la présidentielle.

Figurent aussi parmi les recommandations, la question des réparations et indemnités pour les victimes des violences politiques de 2020, ou encore la transmission au cabinet du

Premier ministre de la liste des personnalités politiques dont les comptes seraient toujours gelés depuis 2011. Les partis enfin s'entendent sur la nécessité de réaménager la Commission électorale indépendante où les pro-Gbagbo ne siègent pas et de réfléchir au découpage électoral. Un cadre de suivi va être installé pour superviser la mise en œuvre de toutes ces recommandations.

Au total, le rapport compte une douzaine de recommandations issues d'un consensus auquel la politique ivoirienne est peu accoutumée. À la sortie, le Premier ministre Patrick

Achi n'a donc pas caché sa satisfaction. « Je crois que cela augure pour notre pays d'un avenir dans lequel la démocratie sera encore plus renforcée, mais surtout où la stabilité et la paix durable sont un fait incontestable. Il faut en féliciter les acteurs politiques, ceux de la société civile et tous les Ivoiriens », a-t-il déclaré.

Pas de consensus en revanche sur les prisonniers des crises de 2010 et 2020 ou sur l'élargissement de l'amnistie de 2018 notamment à Laurent Gbagbo ou Charles Blé Goudé. Pour Georges Armand Ouégnin, vice-président du parti de Laurent Gbagbo le PPA-CI, la



Table du dialogue politique

satisfaction était donc plus mesurée.

« Malgré les discussions qui ont été relativement houleuses, nous nous sommes entendus sur certains points et je crois que c'est ça l'essentiel. On ne peut pas s'entendre sur tous les points, mais on essaye de trouver des solutions. Je repars avec un sentiment qu'il y a eu quelques avancées même s'il n'y a pas eu toutes les avancées. »

Pour l'analyste politique Sylvain N'guessan, joint par RFI, le « minimum a été obtenu » mais il rappelle également que dans

l'histoire de la Côte d'Ivoire, la signature d'un accord ne préfigure pas de l'effectivité des réformes. « (...) la Côte d'Ivoire à cette mauvaise tradition d'avoir des négociations dont les points d'accords sont paraphés sans que personne ne veuille les mettre en pratique. Depuis le retour du multipartisme au début des années 1990, ce genre d'exemple, on en citerait, on en citerait... Est-ce que, dans la réalité, le pouvoir en place peut accepter un nouveau découpage électoral...? »

T.M. et Rfi.fr

Partenariat rémunéré

Sigma Corporation associe des influenceurs togolais à sa cause

L'agence de communication Sigma Corporation a signé vendredi 4 mars à son siège à Lomé un partenariat stratégique avec 4 influenceurs togolais. Ce partenariat permet à cette agence de renforcer sa stratégie d'influence à travers l'extension, pour le compte de ses différents clients et de son réseau d'influenceurs.

Spécialisée dans la communication 360°, Sigma Corporation renforce son influence à travers ce nouveau partenariat rémunéré avec les influenceurs togolais. Les 4 influenceurs avec lesquels l'agence a signé ce partenariat sont Dr. Clem's, Gloria Shalom, le duo Podark le comédien et Zomatchi. Pour renforcer sa stratégie, l'agence a retenu pour l'instant le réseau social

TikTok. Pour Boris Tenyoh, chef du département digital, après des analyses objectives de l'agence, ce réseau a le vent en poupe parmi les plateformes les plus virales au Togo, à cette ère du digital. C'est fort de cet atout stratégique et adapté au contexte togolais que Sigma Corporation entend permettre aux entreprises, sociétés et institutions, d'exploiter cette communauté d'influenceurs



Photo de famille avec les influenceurs

togolais relativement à leurs besoins en stratégie de communication digitale. Ce partenariat permettra également à Sigma Corporation de soutenir la jeunesse togolaise passionnée, capable

de créer des contenus imaginatifs qui suscitent de l'engouement auprès des internautes. Il s'agit donc à travers ce partenariat rémunéré d'aider ces influenceurs à rentabiliser d'une façon concrète leur

influence. L'agence précise que d'autres partenariats sont en cours de négociation avec d'autres influenceurs de renom dans plusieurs pays. Sigma Corporation a son siège à Lomé au Togo, avec des bureaux de représentation au Bénin, au Burkina Faso et à Dubaï. Outre cette offre de stratégie d'influence qui fait partie de ses offres en communication digitale, l'agence propose également à ses clients des services de veille stratégique, de relations presse au Togo, en Afrique et dans le monde, de création graphique.

Félix Tagba

Office togolais des Recettes

Les bureaux de douanes de Tindjassi inaugurés

L'Office togolais des recettes (OTR) poursuit sa politique de proximité des populations. De nouveaux bureaux de l'Office ont été inaugurés dans ce cadre, le vendredi 4 mars à Tindjassi. L'ouvrage permet aux agents de l'OTR de travailler dans de bonnes conditions.



Les bureaux inaugurés

La cérémonie d'inauguration s'est tenue en présence du commissaire général de l'Office togolais des recettes, du commissaire des douanes et droits indirects et des autorités locales. Les ouvrages inaugurés sont des bureaux de douanes et un nouveau bâtiment de logement des agents. « Cet ouvrage vient tourner une page de l'histoire des conditions de travail et de séjour professionnel des agents de douanes qui ont été à un moment donné de leur carrière, appelés à servir au poste de Tindjassi et redynamise l'implantation des immeubles publics dans la préfecture de Mô », a indiqué l'OTR. En marge de cette cérémonie d'inauguration des nouveaux bâtiments, l'OTR a sensibilisé

la population sur le civisme fiscal et divers sujets relatifs aux impôts, à la douane et aux fonciers. Cette sensibilisation a permis de fournir plus d'informations à la population et de la situer sur le rôle que joue l'OTR pour contribuer au développement du Togo. A la veille de cette cérémonie, l'OTR a également inauguré le bureau préfectoral des impôts de Bassar. Cette cérémonie a été couplée d'une journée portes ouvertes. Une conférence publique a également permis d'aborder des sujets relatifs aux impôts, aux formalités douanières et foncières. L'OTR précise que la construction de cet édifice répond, à la vision de rapprocher l'administration des populations et faciliter le paiement des impôts.

F.T.

Réunion régionale des bureaux de l'UNFPA pour l'Afrique de l'ouest et centrale

Dr Diene Keita fait le point des travaux au Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé

A la fin de la réunion régionale de leadership des bureaux de l'UNFPA pour l'Afrique de l'ouest et centrale qui s'est terminée jeudi 3 mars à Lomé, la sous-secrétaire générale des Nations unies et directrice exécutive adjointe du Fonds des Nations unies pour la population, Dr Diene Keita, a été reçue par le Premier ministre, Mme Victoire Tomégah-Dogbé. Elle a fait le point des travaux de cette réunion régionale au Premier ministre.

Au cours de sa rencontre avec Victoire Tomégah-Dogbé, Dr Diene Keita a félicité le Togo pour ses programmes d'inclusion sociale et économique en faveur des couches les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

« Nous avons parlé du développement du Togo, de ses programmes importants comme le programme Wezou qui permet de donner des appuis aux femmes enceintes, comme aussi la couverture santé universelle et les protections des personnes les plus vulnérables, mais également de tous les programmes d'inclusion. Le Togo est un exemple de programmes d'inclusion sociale, économique et c'est tellement important pour le développement et la paix dans un pays », a indiqué Dr Diene Keita.

Les sujets en lien avec l'agenda commun des Nations unies comme les programmes de diversification économique pour les femmes, ont également été au cœur des



Dr Diene Keita

discussions.

« J'ai félicité le Togo au nom du secrétaire général des Nations unies, pour son gouvernement qui comporte 35% de femmes à des postes absolument

essentiels et aussi pour le recensement général de la population avec le dénombrement qui va commencer bientôt », a ajouté Dr Keita.

Félix T.

Cybersécurité

Le Togo placé sous protection numérique

Pour protéger leurs systèmes d'information vitaux dans le cyberspace et mettre leurs populations à l'abri, plusieurs pays dont le Togo, optent pour la cybersécurité qui aujourd'hui se positionne comme la discipline la plus efficace. Ainsi, la sécurité numérique du Togo est désormais entre les mains d'une Agence nationale de la Cybersécurité (ANCy). Créée le 13 février 2019, l'ANCy a débuté son processus d'opérationnalisation en 2021.



Logo de l'ANCy

Le Togo s'est doté de la loi 2018-0026 sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité. La dynamique de cet engagement s'est traduite par la création en 2019 de l'Agence nationale de cybersécurité (ANCy). La nomination par le décret n°2021-045/PR du 29 avril 2021 du directeur général de l'Agence nationale de la cybersécurité marque le début de l'opérationnalisation de l'ANCy. L'ANCy est une personne morale de droit public dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Sous l'autorité du Premier ministre, l'ANCy est placée sous la tutelle technique et administrative du ministre en charge de la sécurité et du ministre en charge de l'économie numérique. Cette agence est l'autorité nationale en matière de sécurité des systèmes d'information au Togo. Elle concourt de manière significative à la définition et à la mise en œuvre de la politique et des orientations stratégiques en matière de cybersécurité. Elle apporte son concours aux services de la République togolaise en matière de défense et de sécurité.

L'ANCy comprend deux (02) organes de gouvernance, notamment un comité stratégique et une direction générale. Les missions de l'ANCy sont entre autres de proposer aux autorités gouvernementales

compétentes, les mesures destinées à répondre aux crises affectant ou menaçant la sécurité des infrastructures essentielles ou des systèmes d'information des autorités publiques ; de coordonner l'action gouvernementale en matière de défense des systèmes d'information ; de fixer les règles de cybersécurité et veiller à leur application par les divers acteurs Certifier les dispositifs matériels ou logiciels et les services informatiques au regard de leur capacité à assurer des fonctions de cybersécurité en République togolaise Assurer la sensibilisation du public et la formation des personnels qualifiés dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information.

« L'ANCy a pour vocation de coordonner les actions de cybersécurité, réguler le secteur, de centraliser les informations sur les risques et organiser les réponses aux attaques et assurer une protection active des opérateurs de services essentiels. Tout cet écosystème participe à la sécurité intérieure du pays », a expliqué, commandant Gwaliba Gbata, directeur général de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy). Désormais, la cybersécurité au Togo intègre une stratégie face à la complexité évolutive des menaces Un ensemble de

lois, décrets, règlements et un cadre opérationnel comprenant l'ANCy, Cyber Défense Africa, le

"cert.tg" (site internet de l'équipe de réponse aux incidents de cybersécurité au Togo).

Cybersécurité et protection des données : le Togo autorise la ratification de la Convention de l'Union africaine

En vue d'assurer une coopération efficace et efficiente en matière de cybersécurité, de lutte contre la cybercriminalité et de protection des données à caractère personnel, l'Assemblée nationale a accordé le 29 juin 2021, son autorisation au gouvernement pour la ratification de la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel adoptée à Malabo en Guinée équatoriale le

géographique ou des frontières étatiques. Ce paramètre lie l'efficacité de toute lutte contre la cybercriminalité à la nécessité d'une coopération active entre les Etats.

C'est exactement cette coopération que permet et favorise la Convention de Malabo à laquelle l'Assemblée nationale donne l'autorisation au gouvernement d'adhérer. Le Togo a, en effet, mis à niveau son cadre législatif et réglementaire



Cina Lawson, ministre de l'Economie numérique

27 juin 2014. La volonté du gouvernement de faire du numérique un vecteur de croissance et de développement du pays comporte le risque de voir les activités criminelles s'intensifier en ligne. Ces dernières bénéficient alors de la rapidité, de la simplicité et de l'efficacité attachées à la digitalisation, ce qui en facilite l'explosion. Par ailleurs, les actions cybercriminelles peuvent être perpétrées sans considération de la distance

en matière de cybersécurité, de lutte contre la cybercriminalité et de protection des données à caractère personnel par l'adoption récente de la loi n° 2018-026 du 07 décembre 2018 sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité et la loi n°2019-014 du 29 octobre 2019 relative à la protection des données à caractère personnel. La ratification de la Convention de Malabo permettra au Togo de bénéficier de la coopération avec d'autres Etats de l'Union

africaine dans la lutte efficace contre la cybercriminalité et en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel. Elle vient couronner les efforts consentis par le gouvernement

pour la protection du cyberspace togolais par la mise en place de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) et la création de la société Cyber Défense Africa (CDA).

CERT, en renfort



Un cybercriminel

Par l'intermédiaire de ces deux entités, le Togo a mis en place et opère un Security Operations Centre - SOC (Centre des opérations de sécurité) et un Computer Emergency Response Team - CERT (Équipe d'intervention d'urgence aux incidents informatiques) « <https://cert.tg/> ». La mise en place de ces structures est particulièrement importante pour assurer la cybersécurité pour les programmes de transformation digitale du pays qui, entre autres, prévoient la numérisation complète de 75 % des services publics et sociaux, et la couverture de 100 % de la population éligible par un nouveau système national d'identification biométrique d'ici 2025.

« Le développement continu des TIC vers des services et des

applications plus sophistiqués, même s'il facilite les échanges, ouvre aussi la voie aux infractions commises contre des systèmes informatiques ou à travers leur utilisation. Ces infractions dépassent le cadre des frontières étatiques, et une coopération des Etats à l'échelle régionale s'impose pour y faire face. Nous saluons à cet égard l'adoption de la loi autorisant la ratification de la Convention de Malabo », a déclaré Cina Lawson, ministre de l'Economie numérique et de la Transformation digitale. Par cet acte, le Togo se positionne comme le neuvième Etat africain qui a ratifié la convention de Malabo à la suite de l'Angola, du Ghana, de la Guinée Conakry, du Mozambique, de la Namibie, du Rwanda, du Sénégal et de l'Île Maurice.

Au cœur de l'audit de sécurité informatique

L'audit de sécurité est un diagnostic de l'état de sécurité de votre système d'information pour en révéler d'éventuels failles ou dysfonctionnements qui pourraient compromettre vos activités. Faire réaliser régulièrement des audits de

sécurité informatique est la clé pour sécuriser les données de votre organisation. Un audit de sécurité informatique est une démarche, censée être périodique, qui permet de connaître le niveau de sécurité global de votre système



L'audit de sécurité informatique

d'information, et d'évaluer le degré de sa conformité par rapport à votre politique de sécurité, un ensemble de règles relatives à la sécurité de l'information, ou des référentiels en vigueur. L'audit de sécurité informatique garantit ainsi la disponibilité du système d'information, l'intégrité de vos données, la confidentialité des accès, et permet de déceler les vulnérabilités du SI afin d'en maîtriser les risques.

A l'ère du digital, toutes les organisations disposent aujourd'hui d'un système d'information fortement dématérialisé. La sécurité informatique concerne donc toutes les organisations, les grandes comme les petites entreprises, les administrations et les associations. Une faille ou une défaillance de la sécurité de votre SI peut mettre en risque la continuité de votre activité. Pour éviter de vous retrouver face à un verrouillage ou un vol de données, pensez à réaliser régulièrement des audits de sécurité informatique car la prévention réduit fortement le risque. Qu'il s'agisse de gérer les risques internes (manque de sensibilisation des collaborateurs, erreurs et incidents, accès aux données critiques, malveillance, ...) ou les risques externes (virus, intrusions, phishing, espionnage...), la sécurité du système d'information est désormais un enjeu de taille dans la gouvernance de toute structure.


Un audit de Sécurité Informatique (SI) doit permettre d'atteindre les objectifs suivants: évaluer le niveau de maturité du SI (analyse de l'architecture réseau, configuration, contrôle des accès, sécurité des ressources humaines

et des communications, cryptographie...); tester la résistance du SI face à une attaque; tester l'efficacité de la politique de sécurité du SI (PSSI); vérifier la conformité du SI. Il pourra s'agir du respect des réglementations et obligations légales ainsi que de la conformité avec les référentiels en vigueur (la suite ISO 27000, COBIT, ITIL, EBIOS, MEHARI...et bien entendu les directives élaborées par l'agence nationale de sécurité de système d'information de votre pays, à défaut de l'ANSSI (France); tester l'intégration d'un nouvel équipement.

Après l'audit de sécurité informatique, vient le temps des résultats restitués dans un rapport d'audit qui vous recommandera les optimisations prioritaires à faire pour assurer la sécurité de votre Système d'Information. Ce document compile l'ensemble des failles de sécurité constatées et apporte les recommandations, classées par ordre de priorité, à mettre en œuvre pour les corriger. Oo2 Consulting peut également vous accompagner dans la mise en œuvre de ce plan d'actions, en cas de défaut de ressources en interne ou dans le cas où ces recommandations impliqueraient un arrêt total ou partiel de service qu'il convient de coordonner pour assurer la continuité d'activité. Attention, un audit de sécurité informatique donne une photographie à l'instant « T » du niveau d'efficacité global de la sécurité de votre SI. Mais le SI étant évolutif, il convient donc de réaliser (en interne, si les compétences le permettent) ou de faire réaliser (en externe par un prestataire tel que Oo2 Consulting) périodiquement un audit de sécurité.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

EN MÉMOIRE DE



Maître Christophe Kpadakpa BISSARI
Avocat au barreau du Togo.
Décédé le 05 Février 2022 à l'âge de 65ans

« L'éternel combattra pour vous ; et vous, gardez le silence »
Exode 14 : 14

Les veuves
BISSARI Kouba Jacqueline, née BEMA
BISSARI Gwila, née KRATONGA

Les Enfants du Défunt
BISSARI Agbandjo, BISSARI Taberna, BISSARI Pierre, BISSARI Danes, BISSARI Carlos, BISSARI Jean et BISSARI Tomassah Junior
M. BATAWILA Gabriel ses frères et sœurs et leurs enfants à Lomé et à l'étranger
M. BOMA B. Bouventre son épouse et leurs enfants à Lomé et à l'étranger
Maître BRYO K. Louis son épouse et leurs enfants à Paris
M. BARANDAO Simon, ses sœurs son épouse et leurs enfants à Lomé en France et au USA
M. BISSARI Koudeba Yohannes, expert maritime à la retraite à Lomé, son épouse et leurs enfants à Lomé et en France
Mme BISSARI Anastasia, ses frères et sœurs et leurs enfants à siou, à Lomé et à l'étranger
Mme BISSARI Trus, mixagère à Lomé et ses enfants
Mme BISSARI Gaïma Julie, mixagère à Siou et ses enfants
Mme BISSARI Lydia, épouse ODOU SAMSON, secrétaire de direction à INCAT, ses époux et leurs enfants à Lomé
M. KRANGA Innocent, chef de la collectivité KONGA
Mme MANDELA Monique, épouse KRATONGA, ses frères, sœurs, cousins et leurs enfants à Lomé
M. YAGLA Kougnima, cultivateur à Siou, ses frères, sœurs, cousins et leurs enfants à Siou et à Lomé
M. SANDA Sébastien, marié à la retraite au Gabon, ses frères, sœurs, cousins et leurs enfants à Siou et à Lomé
Mme TAMMA Marthe, épouse BARAKA, cadre de la CNSS à la retraite, ses frères et sœurs et leurs enfants à Lomé, en France et aux USA
M. BARANDAO Jacques instituteur à la retraite, son épouse et leurs enfants à Tchambou, et à Anzi
M. BARANDAO Lucas, ses frères, sœurs et leurs enfants à Siou à Lomé et à l'étranger
Mme TEDIJOUSSA D. Adolphine, épouse BISSARI, conseillère pédagogique à la retraite, ses sœurs et leurs enfants à Sokodé, Bèta, Lomé, Burkina Faso et aux USA
M. SAKPA Koko, ses frères, sœurs et leurs enfants à Siou, Lomé et Vogan

Vous renouvelent leurs sincères remerciements et vous prient de prendre part à de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

PROGRAMME DES OBSEQUES

A Lomé
Mercredi 09 Mars 2022
18h 00 à 20h 00 : Veille de prière au domicile du défunt

A Siou
Vendredi 11 Mars 2022
18h 00 à 20h 00 : Veille de prière et de chant au domicile du défunt à Siou (Bèta)

Samedi 12 Mars 2022
05h 30 à 07h 00 : Exposition du corps
07h 00 à 08h 00 : Hommages rendu par les Avocats
08h 00 à 08h 30 : Mise en bière
08h 30 : Départ pour l'Eglise
09h 00 : Messe d'enterrement suivi de l'inhumation au cimetière Catholique de Siou

Dimanche 13 Mars 2022
06h 30 : Messe d'action de grâce pour le repos de son âme

Maison mortuaire :
Maison BISSARI sis au quartier AGOË-TELESSOU, non loin de la Pharmacie Nabile, Bar le Platou.

NB : Le respect strict des mesures barrières contre la Covid-19 reste de mise

ANNONCES & REMERCIEMENTS

Le Chef canton de Siou, Mme BARANDAO K. Amélie
Le bâtonnier de l'ordre national des avocats du Togo
Le chef de village de Siou (Bèta)
Le chef de village de Siou (Bèta)
M. Gilbert B. BARAKA, Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social
M. Dababo ISALE, Ancien Ministre
Honorable Gerry TAAMA, député à l'Assemblée Nationale
Monsieur Antoine DJIGBA, Evêque évêque du diocèse de Sokodé
Monsieur Jacques D. KONKA, Préfet du diocèse de Kara
Monsieur Marie-Gilbert GAGNA, Evêque du diocèse de Sokodé
Monsieur Joseph BALLONG, responsable du programme en français pour l'Afrique de Radio Vatican
Rev. Père Jean Sylvestre AMAH, Curé de la paroisse Immaculée Conception de Siou et son vicaire

Père Abbé Roman BOÏTA, Père du monastère d'Agbang
Rev. Père Orlac KOUËVA
Rev. Père Ernest Koula
Rev. Père Jean-Baptiste BARODMA
Rev. Père Thomas THON
Rev. Père Remy BAKWELA
Rev. Père Pierre YEKPO
Frère Hugues ASSOÛ

Rev. Sœur Madéto Josephine BOMA-ATTA
Rev. Sœur Odile TEENTA
Rev. Sœur Rachelle DJOKA
Rev. Sœur Marie-Charles MENDOUNA
Rev. Sœur Rosine KONGA

Le Président de l'amicale des ressortissants de Siou à Lomé
Le Président de l'amicale des ressortissants de Siou (Bèta) à Lomé
Le Président de l'amicale des ressortissants de Siou (Bèta) à Lomé
Les collectifs : DANGLATORA KPOGA, KONGA, GBANERA, TOUNGA, BABASSAGA de Siou

Prof. KIDAH Gatoûdo, médecin à la retraite
M. KATARA Bissau, chef de la collectivité TOUNGA à Siou
M. TANTA Lebon, Ancien préfet
M. BATAWILA M. M. M. Ancien préfet
Mme KOUËVA Marie, ses frères et sœurs à Lomé et à Siou
Mme TORA Marie, ses frères et sœurs à Lomé et à Siou
Mme KAMBA Josephine, ses frères et sœurs à Lomé et à Kara

LES FAMILLES : BOMA, BATAWILA, BRYO, KOGA, GNASSINGBE, ACHARI, TOKOFA, MARRAMA, BAZONA, BOUENTARA, ANAKOMA, ADECTA, SINDJALIN, NINON, ABADJO, YOKFATE, BARANDAO, KATARA, OGMA, BARAKA, BADIEMBA, ALFA, ESSOÏA, DOUBA, KATANGA, BAWARA, BATAWILA, MIEMBA, TANDJONA, PINTAKPA-LAMEGA, BEMA, AGOË, BALE, NONGA, DEBABA, SOGA, ODOU SAMSON, KOUËVA, TORA, BAWELA, MENDOUNA, TANDJONA, BAKA, BADIEMBA, ANAKOMA, BANASSA, KOUËVA, TACAMA, BATOÏA, KRATONGA, SAKTA, MASSABA, MOTENA, BAKA, ANFABOU, BAZONA, FOSSAGA, BÉDABA, KOUTOUBENA, LINDA, ASSOÏA, BIFANGO, FÉDRA, TETE, DJOKA, KOUËVA, BOKLA, SANDO, BHERIA, TIFINA, DJOUÏKOUNDJONA, TINDJONA, SAGBA, TANZI, BANGABA, KAMBA, NGGUA, DEBÉDO, TANDJONA, KASSALOWE, BAMBINA.

Les familles parentes, alliées et amies profondément touchées par vos nombreuses marques de compassion, de sympathie, d'amitié et d'affection lors du rappel à Dieu de leur très cher et regretté :

Maître Christophe Kpadakpa BISSARI
Avocat au barreau du Togo
Décédé le 05 Février 2022 à l'âge de 65 ans



Repose en Paix

- Quelques ambassades et consulats**
- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
 - Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
 - Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
 - Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
 - Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
 - Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
 - Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
 - Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
 - Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
 - Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
 - Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
 - Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
 - Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
 - Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
 - Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
 - Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
 - Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
 - Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
 - Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
 - Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
 - RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

<p>BIBLIOTHEQUES</p> <p>BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10</p> <p>CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77</p> <p>INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65</p> <p>LIBRAIRIE</p> <p>GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43</p> <p>LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Oly Tel: 22 22 26 66</p> <p>LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Ave Maria Avenue du 30 Août</p> <p>LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83</p> <p>ESPACES CULTURELS</p> <p>CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86</p> <p>CENTRE CULTUREL: DEYNIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16</p> <p>CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77</p> <p>CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77</p> <p>CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 10 07</p> <p>MANNEQUINAT & HÔTESSE</p> <p>ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62</p> <p>CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66</p> <p>SALLE DE CINEMA</p> <p>HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55</p> <p>CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52</p> <p>CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55</p>	<p>AGENCE DE COMMUNICATION</p> <p>AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com</p> <p>Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers</p> <p>SUPERS MARCHES A LOME</p> <p>CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB</p> <p>RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)</p> <p>LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43</p> <p>FRUITS ET LEGUMES</p> <p>MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)</p> <p>MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marche RAMCO)</p> <p>PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38</p> <p>DANSE ET COURS DE ZUMBA</p> <p>AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919</p> <p>COURS DE CAPOEIRA : Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90</p> <p>COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30</p> <p>COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75</p> <p>CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87</p> <p>SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86</p> <p>AVIATION</p> <p>AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99</p>	<p>COURRIER EXPRESS</p> <p>DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51</p> <p>EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)</p> <p>FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96</p> <p>TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68</p> <p>SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26</p> <p>OPERATEURS TELEPHONIQUES</p> <p>MOOV: Tél. 22 20 13 20</p> <p>TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11</p> <p>TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14</p> <p>SANTE GENERALISTES</p> <p>DR CORINNE JOULIN-KARKA : Tél: 22 23 46 77</p> <p>CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37</p> <p>CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77</p> <p>CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01</p> <p>CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68</p> <p>HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116</p> <p>CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72</p> <p>OU MANGER ET DORMIR A LOME?</p> <p>RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéji, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80</p> <p>HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30</p> <p>HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63</p> <p>LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11</p> <p>MUSCULATION ET MASSAGE</p> <p>Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30</p> <p>BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72</p> <p>GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60</p> <p>GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28</p> <p>GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70</p>
--	--	--

Arts plastiques

Le ministère de la Culture sous l'éclat du «Mur-art en action au Togo»

L'œuvre de l'artiste française Luna Olga a été présentée au public le vendredi 4 mars 2022, au ministère de la Culture et du Tourisme, en présence du ministre Kossi Lamadokou de la Culture et de plusieurs artistes plasticiens. Cette merveille, rare, qui combine une technique propre, est un projet de vernissage dénommée « Le mur-art en action au Togo ».

L'artiste française Luna Olga qui travaille sur la technique de plâtre moulée a été invitée au Togo pour pouvoir transférer cette compétence aux artistes plasticiens du Togo à travers la fédération nationale des professionnels des arts visuels. Dans le cadre de ce projet, il y a eu le transfert qui doit continuer entre les artistes plasticiens eux-mêmes mais il y a une variance sociale que le ministre a bien voulu que cette variance soit prise en compte. Le choix est porté sur l'artiste Luna Olga qui, selon le ministère de la Culture, va permettre aux créateurs d'œuvres de l'esprit du pays d'aller au-delà de leurs limites personnelle et collective pour explorer d'autres domaines et des techniques nouvelles afin de s'affirmer sur l'échiquier mondiale tout en prenant part à la diversité culturelle universelle.

L'initiative a été associée à plus d'une soixantaine d'enfants de rue et quelques artistes dont Alihonou Agbegnigan, président de la Fédération

nationale des associations de professionnels d'arts visuels (FENAPAV -Togo).

L'œuvre a été réalisée sur la façade principale du cabinet du ministère de la Culture et du Tourisme, une façade qui selon les responsables du ministère constitue l'un des endroits les plus visités du ministère. Ce projet constitue enfin pour le ministère une partie d'un immense chantier d'empreinte culturelle entrepris depuis quelque temps pour faire la promotion active des artistes en transformant le cabinet ministériel en un musée à ciel ouvert.

« Plus que jamais, la vision de la culture ne sera plus la même au Togo. Avec les réformes du Fonds d'aide à la culture (FAC), monsieur le ministre entend donner aux artistes togolais les moyens d'expression de leur art. Ce projet d'échange interculturel est une des nombreuses facettes des réformes en cours », a relevé Koffi Bakayota Kpayé, directeur de cabinet du ministre.

Cette activité est une ambition

portée par le ministre de la Culture et du Tourisme, Dr Kossi Lamadokou, afin de susciter l'art chez des enfants de la rue pour une réinsertion certaine dans la société. Elle est rendue possible grâce à l'association pour la diffusion de l'art en action (ADAA) qui a permis le déplacement de l'artiste Luna Olga, de la France vers le Togo. La Fédération nationale des associations de professionnels d'arts visuels (FENAPAV) a pour sa part, permis aux artistes plasticiens togolais d'acquérir des connaissances pratiques sur la technique du mur-art.

L'autre variante du projet vise l'intégration sociale des enfants de rue. Il entend se poursuivre avec des ateliers plastiques avec les enfants pour pouvoir leur inculquer les notions d'arts plastiques pour leur permettre réellement de sentir le goût de l'art. Avec l'ONG, ces enfants seront amenés à sortir de la rue pour rentrer définitivement dans la société.

Attipoe Edem Kodjo

Nécrologie

La presse togolaise en deuil, Joël Vignon Egah rend l'âme après un malaise



Joël Egah n'est plus. Le Directeur de Publication de l'hebdomadaire « Fraternité » est mort hier dimanche 6 mars, en début de soirée.

D'après les informations reçues par la rédaction du journal Togo Matin, le journaliste n'était pas malade. Nos sources indiquent « qu'il avait même rendez-vous ce lundi 7 mars avec son avocat, dans le cadre de l'affaire de diffamation qui l'oppose à deux membres du gouvernement ».

« Selon les informations, Joël Egah était en train de dîner quand il a senti un malaise et a demandé des médicaments. Il serait conduit à l'hôpital », apprend-on également sur les causes de son décès.



DÉCOUVREZ LA NOUVELLE RAPIDBOX 5G DE TOGOCOM

POUR 295.000 F CFA BÉNÉFICIEZ DE LA RAPIDBOX 5G AVEC INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT OFFERT PENDANT 1AN



Rapidbox compatible 4G+ et 5G dans les zones couvertes. 12000 F/mois pendant 12 mois.

togocom.tg

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS



D1 Togo

Une fin de saison "gag" du club Gbohloe-Su

C'est une situation qui se produit pour la deuxième fois avec le même club. A l'issue du championnat zone sud de la première division togolaise de football (2021/22) l'AS Gbohloe-Su d'Aneho a renvoyé le staff et les joueurs. L'information a été rendue publique le 28 février dernier dans une note du bureau exécutif du club.



Gbohloe-Su

« Après analyse des résultats de la première manche du championnat national de la 1ère division saison 2021-2022, le Bureau exécutif réuni en session

extraordinaire a pris la décision après discussion avec le staff technique de mettre fin à la collaboration entre les deux parties et les joueurs avec effet immédiat

de suspension de salaires », a informé le club dans un communiqué dont notre rédaction dispose d'une copie.

L'AS Gbohloe-Su ne s'est pas qualifiée pour les play-off du championnat de la D1 togolaise cette saison. Au terme du championnat zone sud, des Requins mâles terminent 6e avec 11 points en 14 matchs. Le club de la préfecture des Lacs a enregistré 2 victoires, 5 nuls, 7 défaites, 13 buts marqués, 17 buts encaissés.

Attipoe Edem Kodjo

Zambie

36 entraîneurs formés par un instructeur de l'UEFA

Trente-six (36) entraîneurs de la MTN Super League zambienne et des équipes de la Ligue nationale de l'Université, ont été formés le jeudi dernier. Le stage a été assuré par l'instructeur de l'UEFA, Boris Kubla.



Photo de famille des entraîneurs

Au total 36 coachs issus de la première division zambienne et de l'Université, ont participé avec succès à un stage intensif d'entraîneurs dirigé par

Boris Kubla, un instructeur de l'UEFA et membre de la Fédération croate de football. La formation a porté sur des séances théoriques et pratiques, a

rapporté la FAZ sur son compte Twitter.

Le programme s'inscrit dans le cadre de l'actualisation du protocole d'accord signé en 2019 entre la Fédération zambienne de football, FAZ et la Fédération croate de football, CFF. Le partenariat vise à améliorer les compétences et le développement du football au niveau national. Il sera étendu à d'autres ligues lors de la prochaine phase.

A.E.K

Zambie

Les Green Eagles visent le doublé cette saison

Les Green Eagles veulent voir double au sortir de la saison sportive 2021-2022. L'entraîneur Aggrey Chiyangi vise à la fois la Super League zambienne et la Coupe Absa.



Les Green Eagles

Le titre de champion de la Zambie et de vainqueur de la Coupe Absa sont les deux ultimes objectifs clamés par le technicien des Green Eagles, Chiyangi. « Comme vous le savez, les Eagles n'ont jamais

gagné d'argenterie. Donc cette année, nous visons à la fois la Super League et la Coupe Absa », a déclaré la légende zambienne des Power Dynamos, au Zambia Daily Mail. Après 25 journées, à 7 matches

de la fin, les Aigles verts sont actuellement classés deuxième du classement de la Super League zambienne avec 45 points, à 4 unités derrière le leader Red Arrows.

A la tête du club depuis 2017, l'entraîneur de 57 ans a transformé le club en une équipe du top quatre, puis s'est qualifié pour le football continental. Mais pendant ses cinq années, il n'a pas encore réussi à remporter ni le championnat, ni la Coupe Absa.

A. Edem Kodjo

Zimbabwe/ Ingérence du gouvernement dans le football

Les conséquences des sanctions de la Fifa

Depuis le 24 février dernier, une épée de Damoclès pèse sur la tête du Zimbabwe, exclu de toutes les compétitions internationales de football par la Fifa pour cause d'ingérence du gouvernement. Cette sanction coupe l'herbe sous les pieds des compétiteurs.



Sélection senior du Zimbabwe

« Conformément à l'article 13 des Statuts de la Fifa, la ZIFA perd tous ses droits de membre à compter du 24 février 2022 jusqu'à nouvel ordre. Les représentants de la ZIFA et les équipes des clubs ne sont donc plus autorisés à participer aux compétitions internationales jusqu'à la levée de la suspension. Cela signifie également que ni la ZIFA ni aucun de ses membres ou officiels ne peuvent bénéficier de programmes de développement, de cours ou de formation de la Fifa et/ou de la CAF », lit-on dans la lettre décisionnelle de la Fifa.

Les conséquences de cette sanction sont amères. Les sélections nationales du Zimbabwe ne pourront participer à aucun événement international de football à venir après que la Fifa a suspendu la fédération, ZIFA. Conséquence, les Warriors ne participeront pas à la phase de groupes des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2023 prévues du 30 mai au 14 juin. L'équipe nationale masculine senior manquera également la Coupe COSAFA 2022 et n'aura pas de matchs dans la prochaine fenêtre Fifa du 21 au 29 mars 2022.

La sélection féminine senior des Mighty Warriors et les catégories juniors manqueront également des événements importants, notamment

des tournois COSAFA et d'autres éliminatoires des catégories de la CAF prévus pour cette année. Les clubs nationaux ne pourront pas participer aux tournois continentaux de la Confédération africaine de football.

La Fédération internationale de football association a suspendu le 24 février dernier, le Zimbabwe de toutes les compétitions internationales pour ingérence du gouvernement. Le milieu de terrain, Marshall Munetsi, n'a pas manqué d'exprimer toute sa désolation.

Le métronome des Warriors, Munetsi, s'est prononcé sur la sanction de l'instance mondiale du football, FIFA, infligée à son pays le 24 février. « Notre belle nation est frappée par une interdiction du football international, notre football risque de perdre beaucoup pendant de nombreuses années en conséquence, je prie pour que les parties impliquées puissent parvenir rapidement à une résolution afin que nous puissions bientôt reprendre le football international. Et les décisions prises ouvriront en fait la voie à une meilleure gestion de notre football », a adressé le joueur de 25 ans sur son compte Twitter.

Attipoe E. K

Transitions politiques et insécurité

Suite de la page 3

Un colloque international balise la voie pour le sommet du 21 avril 2022 à Lomé

... lutter contre l'extrémisme violent et le terrorisme, bref l'insécurité ; et aussi et surtout aider les transitions actuellement en cours dans l'espace Cedeao à se dérouler dans de très bonnes conditions. Selon le professeur Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, « ce colloque est voulu par le président de la République, le président Faure Gnassingbé » ; parce qu'il pense qu'en réunissant des experts internationaux de très haut niveau à Lomé, ceux-ci contribueront à mieux comprendre et à résoudre la question liée aux transitions politiques et de l'extrémisme violent.

Comment les experts perçoivent-ils donc les transitions politiques actuellement en cours dans l'espace Cedeao? L'un d'entre eux, Dr Gilles Yabi, fondateur et directeur exécutif du

think thank Wathi basé à Dakar au Sénégal, s'est confié à nous. « Je pense que toutes les transitions de cette nature sont des moments d'incertitude. C'est justement pour cette raison qu'il faut être attentif à la conduite de ces transitions et je pense qu'il faut éviter de se focaliser uniquement sur la question de la durée de ces transitions. On a vu une réaction des populations qui n'ont pas tendance à rejeter ces coups d'Etat et je pense qu'il faut en tirer toutes les conséquences aujourd'hui sur le contenu de la transition », a déclaré Dr Gilles Yabi.

« Il faut trouver l'équilibre et surtout je pense qu'il faut comprendre que parmi les trois pays actuellement concernés, au moins deux (Mali et Burkina-Faso) connaissent des problèmes sécuritaires, une des raisons d'ailleurs des coups d'Etat. L'on ne peut pas exclure des soubresauts

dans ces transitions, mais il faut les stabiliser en ayant des institutions de transition. Je pense qu'il faut un accompagnement et définir les réformes et actions qui doivent être faites avant les élections, et celles qui peuvent être impulsées même si elles n'ont pas vocation à être réalisées pendant une transition. Et il faut donner la possibilité aux acteurs de ces pays de mener des discussions qui doivent être le plus large possibles. Ceux qui gèrent la transition ne devraient pas confisquer l'agenda de cette transition afin que l'on puisse aboutir à des résultats positifs pour les pays et pour l'ensemble de la région », a poursuivi Dr Gilles Yabi.

Alors, que peut apporter le présent colloque ? Dr Gilles Yabi répond à nouveau : « Je crois que le colloque de Lomé qui est en fait un colloque qui va aider à la formulation des

recommandations lors d'une conférence ministérielle qui aura lieu le mois prochain, permet la rencontre entre des observateurs, des experts, des analystes, des think thank et d'autres spécialistes des questions de sécurité et politique avec des décideurs. Cette écoute de voix diverses, de voix indépendantes, est extrêmement importante pour l'intelligence collective de nos sociétés. On ne s'en sortira pas dans la région si l'on ne mobilise pas toutes les ressources humaines qui peuvent contribuer à la réflexion et aux propositions », a conclu Dr Gilles Yabi.

Le colloque a permis de dresser quelques grandes lignes directrices, révélées par le professeur Adama Kpodar, directeur général de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et rapporteur général du colloque.

gouvernance économique et de développement dans les Etats ; renforcer la stratégie de la gouvernance constitutionnelle politique dans la perspective de la prévention du phénomène de l'extrémisme violent ; en cas d'extrémisme violent dans les transitions politiques, diversifier la collaboration avec tous les acteurs au niveau national, mais également au niveau international, restructurer et mettre en place des stratégies et des agendas au niveau des institutions internationales qui cadrent avec les exigences politiques et économiques de la gouvernance des transitions ; puis, insister sur la collaboration transfrontalière entre les Etats en proie aux extrémismes violents dans le cadre de la gestion des transitions politiques », a indiqué le professeur Adama Kpodar.

« Renforcer la stratégie de

Edem Dadzie

Pack BUSINESS
Pour grandir

Ofre BUSINESS

BANK OF AFRICA | BMCE GROUP

www.boaogo.com

STOP COVID-19



**DÉCOUVREZ LA NOUVELLE
RAPIDBOX 5G DE TOGOCOM**

**POUR 295.000 F CFA
BÉNÉFICIEZ DE LA
RAPIDBOX 5G AVEC
INTERNET TRÈS
HAUT DÉBIT OFFERT
PENDANT 1AN**



RapidBox compatible 4G+ et 5G dans les zones couvertes.
120Go / mois pendant 12 mois

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

